

Filière électronique

Quel bilan ?

Un groupe de l'AITEC* comprenant des rédacteurs de *Terminal* s'est attelé à un bilan des nationalisations dans le secteur de l'électronique. Pendant un an, des techniciens, des gestionnaires et des syndicalistes travaillant dans plusieurs entreprises du secteur électronique se sont interrogés sur la signification de la filière électronique, la réalité des groupes nationalisés, la démocratisation du secteur public.

Contrairement aux craintes de la fin des années soixante-dix, les industries électroniques redressent la situation (croissance de 8% en 1985). Mais quelle part accorder à la politique industrielle volontariste du gouvernement de gauche (nationalisation des grands groupes de ce secteur et programme d'action de la « filière électronique ») ?

Si elle a permis la relance des entreprises du secteur et, dans certains cas, une avancée en matière de démocratisation, elle a buté, en revanche, sur la mondialisation du secteur, un niveau d'investissement dépendant des fonds publics, la non-préparation des dirigeants face à de tels enjeux, la définition du rôle de l'Etat en matière stratégique, financière et sociale.

Un bilan contrasté des nationalisations

Cette politique industrielle visait à faire de la France la troisième puissance mondiale dans le secteur, à développer le marché intérieur, à accroître, à lier la recherche et l'industrie, à renforcer la formation, à coordonner l'action des firmes dans la filière.

La notion de filière a-t-elle été porteuse ? Même s'il faut en relativiser l'importance, l'intérêt de la filière n'est remis en cause ni par les grands groupes multinationaux ni par les Etats.

AITEC : Association internationale des techniciens, experts et chercheurs.

Il y a eu toutefois dans le cas de la France des erreurs stratégiques au départ (oubli de la micro-informatique, survalorisation de la bureautique...). Ces choix étant rendus plus difficiles par les caractéristiques de l'évolution des industries électroniques : un rythme de changement des innovations accéléré, une grande incertitude quant au choix des technologies, une complexité technique renforcée, des gains de productivité considérables. En fait, assez rapidement, le marché mondial s'est imposé, la recherche des créneaux l'a emporté sur la politique de filière, la volonté d'indépendance technologique a été abandonnée, des défis stratégiques (composants, logiciels) n'ont pas été relevés et surtout, il n'y a pas eu de synergie dans la filière, toutes les entreprises ont cherché des partenaires à l'extérieur.

Pouvait-on avoir une stratégie nationale dans un secteur où la cohérence ne se situe qu'au niveau du marché mondial ?

Rappelons tout d'abord comment se caractérise celui-ci :

- IBM est en position de domination,
- ATT, Hutisu, Hitachi, NEC sont des prétendants qui se positionnent dans l'informatique et les télécommunications,
- ICL, Sperry, Honeywell, Burrough, Control Data proposent une offre globale mais s'approvisionnent auprès des autres,
- Nixdorf et Apple ont une stratégie de clientèle,
- Craw, Sun, Compact proposent des produits spécifiques.

La stratégie du groupe

Thomson-CSF a consisté à resserrer l'entreprise autour de quelques métiers (en fait un ou deux). De son côté, Bull doit consentir un immense effort pour améliorer sa position. Les restructurations et prises de participation croisées ont été fréquentes dans la période avec des succès variables. Sans rentrer dans le détail des opérations, il convient de noter que ces opérations échappent à un volontarisme forcé.

Les alliances européennes se sont heurtées à la balkanisation des normes industrielles nationales et au manque de volonté politique dans ce domaine. Bien que la conscience et la pratique de la coopération industrielle européenne, notamment dans l'électronique ait progressé depuis cinq ans, l'alliance de chaque européen avec un américain et un japonais est encore perçue comme plus avantageuse.

La démocratisation et les enjeux sociaux

Les nationalisations ont permis des avancées en matière de démocratisation et, d'une façon générale, les salariés y ont été sensibles. L'expérience permet de réfléchir sur les significations de la démocratisation et sur son articulation avec l'emploi, la cogestion et l'évolution syndicale.

- En matière d'emploi, on constate d'un côté un besoin croissant en spécialistes de haut niveau et, de l'autre côté, des sur-effectifs dans les emplois les moins qualifiés. Les

suppressions d'emploi beaucoup plus importantes que prévu ont été mal assumées. L'idée d'une gestion prévisionnelle de l'emploi s'est progressivement imposée dans les groupes nationalisés, mais elle s'est cantonnée à la gestion des emplois qualifiés, les situations de sur-effectifs continuant à être traitées à chaud par le biais des « plans sociaux ». Soulignons un succès, celui de la formation et spécialement la recherche d'une cohérence entre formation, emploi et métier professionnel (de la formation des cadres à « l'informatique pour tous »), même si on constate encore un déficit dans les qualifications les plus hautes.

- En matière de démocratisation, les droits des salariés ont été accrus. Il y a eu plus d'information même si elle a été inégalement distribuée. Le rôle des administrateurs salariés reste à analyser ; le conseil d'administration peut devenir une instance de dialogue entre la direction et les salariés. Mais ce qui se négocie entre la tutelle et les directions n'y est pas débattu, ce qui restreint beaucoup l'étendue des discussions. Cette démocratisation renforce la délégation et isole donc les équipes militantes syndicales. Malgré un accord assez large entre les équipes militantes et les responsables syndicaux sur des positions à prendre par rapport à cette nouvelle situation, la désyndicalisation reste très préoccupante.

Cette démocratisation s'est heurtée au secret des décisions et de la hiérarchie qui ont repris toute leur importance avec les réorganisations et les restructurations. Se pose alors le problème de la *capacité des dirigeants* des entreprises françaises. Incapacité à la fois commerciale et sociale qui éclate à travers la confrontation avec l'extérieur. Des politiques sont confiées à des technocrates qui se révèlent incapables de mobiliser les capacités sociales et créatrices dans les entreprises. Au-delà de quelques individualités brillantes, ce qui est remis en cause c'est la détermination sociale des dirigeants d'entreprise à travers le système des grandes écoles et de la sélection sociale.

Les privatisations

Dans le bilan contrasté des nationalisations, il ne faut pas oublier que, pour la filière électronique, la survie du secteur a été assurée et sa modernisation entamée grâce à une politique industrielle volontariste. Mais pour autant, les entreprises n'ont pas atteint un potentiel suffisant leur permettant de subsister et de progresser dans le contexte international actuel. Les mécanismes du marché mondial, les formes et l'importance du financement nécessaire obligent à repenser le rôle de l'Etat.

Cette réflexion essentielle sur le rôle de l'Etat dans la politique industrielle implique la prise en compte de différents aspects indissociables : l'évolution des marchés, l'orientation stratégique des entreprises, les engagements financiers, la politique sociale, l'emploi et la démocratisation.

Cette réflexion nécessite une meilleure compréhension du fonctionnement de l'Etat et des entreprises. Là aussi, le bilan des nationalisations est riche d'enseignements. La confusion entre l'Etat actionnaire et la tutelle de l'Etat a été très forte... Le secret des décisions et la connivence entre la haute administration et la direction des entreprises ont pesé sur les conseils d'administration et réduit les possibilités de la démocratisation. Entre les services d'Etat, l'unité n'est pas la règle, les rapports de forces internes s'organisent et les processus de décision multicritères restent l'exception. L'Etat reste incapable de coordonner lui-même ses multiples subjectivités. Il lui est très difficile d'articuler les différents aspects budgétaires, financiers, sociaux, et sa politique industrielle ; et surtout de tenir compte du marché et des impératifs commerciaux. D'autant que si le marché est aveugle, les lunettes de l'administration n'améliorent pas beaucoup la vue.

La critique du rôle de l'Etat ne peut aboutir à une conclusion visant uniquement son désengagement : l'expérience internationale le confirme, la survie des entrepri-

ses de l'électronique nécessite une politique industrielle volontariste, et une *stratégie nationale* déterminée. Au Japon, l'Etat intervient dans la définition et la conduite d'une politique rigoureuse de filière et n'hésite pas à recourir au protectionnisme. Aux Etats-Unis, la politique de filière est définie au sein des grands groupes, et notamment par IBM qui gère attentivement sa position dominante ; et l'Etat, de façon subtile ou brutale ne craint pas non plus de recourir au protectionnisme. Les politiques industrielles de l'Inde et du Brésil, par exemple, vont dans le même sens.

Dans un domaine aussi vital pour l'avenir que celui des industries électroniques, de l'informatique et de la télématique, l'abandon de toute velléité d'indépendance est difficilement imaginable. Les enjeux sont considérables, ils englobent la recherche et son imbrication avec les problèmes militaires, l'impact social d'une technologie dont l'évolution modèle certains aspects de la société.

Dogmatisme libéral

A une évolution préoccupante, à des problèmes complexes, les privatisations opposent une réponse qui frappe par son inadéquation et son indigence. Au nom du libéralisme, et avec une constance dogmatique étonnante, on se prive de toute possibilité de maîtriser l'évolution : les enjeux essentiels sont ignorés ou niés, qu'il s'agisse du financement de la recherche, des alliances européennes, des transformations sociales. De ce fait, une partie du secteur risque de se retrouver sinistrée, sidérurgie des années quatre-vingt dix survivant à coups de subventions publiques, sans contreparties, destinées aux tiroirs sans fonds des « déficits » privés. Pour les parties les plus rentables, le démantèlement et la « vente par appartement » aux « raiders » et aux grands groupes internationaux détermine la cohérence industrielle de l'économie française. Les grands groupes risquent alors, pour la plupart d'entre eux, de

devenir subordonnés puis dépendants des grandes entreprises mondiales, attirées par la situation géographique de la France dans l'Europe et les possibilités sectorielles liées à la défense nationale, à l'enseignement, aux grands projets...

Le risque moyen est celui de la dépendance technologique accrue. La politique industrielle de la gauche avait réussi à faire passer le secteur d'une vassalisation complète à une situation de dépendance multiple. Elle a aussi préparé les conditions d'une privatisation et/ou d'une multinationalisation de ces groupes industriels. S'appuyant sur les insuffisances et les erreurs de la politique de la filière, et des nationalisations, la politique des privatisations vient, en en déviant le sens, couronner cette évolution.

Cette dépendance technologique accrue peut se traduire par :

- de plus grandes difficultés à conduire les politiques d'alliance nécessaires et l'émergence d'un pôle européen,
- la faillite en matière d'emploi et de réadaptation, la démobilisation des ressources humaines (la dispersion des équipes avancées) et le « drainage des cerveaux » vers les groupes multinationaux,
- la liquidation des ouvertures en matière de démocratisation et la remise en cause des libertés syndicales dans des entreprises où certaines directions retrouvent les délices du féodalisme.

De nouvelles perspectives

A partir du bilan des nationalisations et du contrecoup des privatisations, de nouvelles perspectives peuvent être esquissées et s'organiser autour de trois axes :

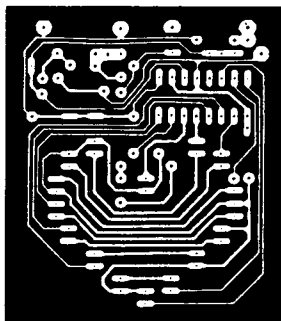
- les alliances internationales et le pôle européen,
- l'autonomie et la responsabilité des entreprises,
- la mobilisation des capacités créatives du personnel.

• Dans le secteur, la question des alliances internationales, liée à l'évolution du marché mondial, est déterminante. Pour l'instant, les tendances lourdes vont à l'encontre de l'émergence d'un pôle européen ; l'association avec les firmes américaines et japonaises apparaissent préférables aux dirigeants des

entreprises européennes. Pourtant, des contre-tendances, qu'il faudrait à long terme consolider et développer, sont perceptibles et les exemples de coopération industrielle se développent. Seul un effort volontariste des politiques nationales et l'action sur l'environnement de la coopération industrielle européenne empêcheraient les intérêts à court terme de s'imposer aux entreprises.

Bonne ou mauvaise, une idée s'est imposée, appuyée sur le refus de la vassalisation, celle de la légitimité de dissocier industrialisation et démocratisation.

Cette idée heurte de front bien des conceptions politiques ou syndicales. Elle est grosse de dangers et peut renforcer directement



la mise en place d'une économie duale, à deux vitesses, et le renforcement des tendances à l'autoritarisme dans les entreprises.

Il existe aussi d'autres possibilités de rechercher une cohérence, à un niveau supérieur, entre industrialisation et démocratisation. D'abord construire la possibilité pour les syndicats de négocier au niveau européen, de faire avancer dans cette perspective les points de vue sociaux. A condition d'avancer, en parallèle, la coopération industrielle européenne. Ensuite, chercher à concilier la nécessaire autonomie des entreprises et la mobilisation des capacités créatives des personnels.

• Sans idéaliser l'entreprise instituée en valeur suprême, il faut prendre conscience que pour être responsables, les entreprises doivent être encore plus autonomes et ne pas se contenter d'utiliser des contradictions internes aux administrations d'Etat. D'un autre côté, l'importance du secteur rend caduque une logique d'entreprise fondée sur les seules forces du marché. Ces entreprises isolées pourront-elles disposer d'une capa-

cité stratégique par rapport à la mondialisation ? Pourront-elles disposer des moyens financiers nécessaires pour se dégager d'une rentabilité à court terme ? Sauront-elles développer une politique sociale qui ne soit pas réduite à la seule logique du profit ? Seront-elles capables de profiter des possibilités de déconnexion partielle par rapport au marché mondial qu'offrent la demande en équipements sociaux et les commandes de l'Etat ?

La définition des contrats de plan Etat-Entreprise ouvre une voie intéressante, surtout si elle débouche sur des contrats pluri-annuels, librement négociés, prévoyant le contrôle a posteriori, le suivi des réalisations et le bilan en fin de contrat. Ces contrats seraient fondés sur les deux principes :

- d'entreprises autonomes et responsables de leurs stratégies et de leurs tactiques vis-à-vis du marché mondial et de leurs relations sociales internes,

- de définition des engagements réciproques de l'Etat et de l'entreprise, d'inscription dans les perspectives générales d'un projet national, concernant essentiellement le niveau minimal d'indépendance technologique à assurer dans un cadre national et/ou européen et l'adéquation à rechercher entre les produits et les besoins sociaux.

• Dans les grands groupes industriels, les dirigeants ne peuvent être jugés que sur leur capacité à définir et à mettre en œuvre, en s'appuyant sur la mobilisation des forces sociales nécessaires, un projet d'entreprise à la mesure des enjeux de l'avenir et des défis du marché mondial et du système international.

On ne peut fonder une perspective d'avenir sur une conception négative, la « remise des gens au travail ». Le problème de l'emploi ne peut être réduit à l'examen des licenciements agréments de quelques plans sociaux. La démocratisation est la seule façon d'intéresser les salariés à la stratégie de l'entreprise. A la question des licenciements, on peut opposer une gestion prévisionnelle du personnel discutée réellement dans les comités d'entreprises. *La mobilisation positive sur l'emploi* passe par une gestion transparente du

Homme de ménage

personnel à travers les différents niveaux de coordination Direction-Personnel. Elle suppose une grande clarté sur la nature du projet *industriel et social* de chaque entreprise et chaque sous-ensemble de l'entreprise.

Ces projets, ces plans internes ne peuvent être de simples « coups de pub » à destination interne ou externe et émanant des directions qui y voient parfois le moyen de court-circuiter le système représentatif des salariés et souvent d'entreprises fondées sur le mythe japonais. Chaque entreprise publique doit élaborer ses projets qui seront d'autant plus mobilisateurs que le personnel, ses représentants, ses syndicats y auront contribué. Un personnel mobilisé, ce n'est pas un objectif dont les enjeux sont seulement « sociaux ». C'est un objectif dont les enjeux « industriels » et stratégiques sont considérables en terme de mobilisation des *forces créatrices* du personnel, en terme également de rapports entre nature et qualité des produits d'une part et besoins socio-individuels et publics, d'autre part.

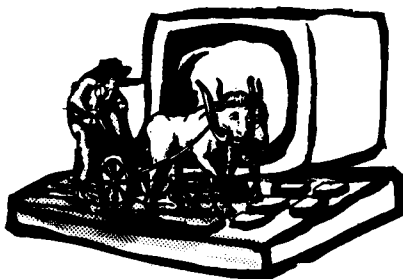
Une telle perspective ne se décrète pas, mais si les dirigeants des entreprises en font un axe central et continu de leur projet et les traduisent en pratique par des mesures et des attitudes concrètes, alors un processus nouveau peut être engagé, une dynamique réelle peut être trouvée, créatrice d'une culture nouvelle pour chaque entreprise, chaque secteur, assurant à la fois un caractère d'entreprise et un caractère public au service de la collectivité tout entière.

Terminal informe, analyse, imagine

- * En cherchant ce qui est en gestation derrière les choix scientifico-techniques.
 - * En situant les enjeux et les stratégies des différents acteurs sociaux.
 - * En dénonçant les menaces que font peser certains projets sur les libertés.
 - * En repérant les transformations subtiles des valeurs, génératrices de nouveaux modes de vie.
 - * En explorant les alternatives.
- Terminal vous invite à débattre de ces questions tous les deux mois dans ses locaux de la rue de Châtillon.
(Déjà organisés : Histoire de l'informatique, 36-15 code démocratie, infoguerre...)

Pour des raisons très professionnelles, je me trouvais ce soir-là sur une des messageries les plus réputées du 36.15.

Afin que chacun se puisse présenter, quelques lignes se trouvaient réservées. Désireux de tester le logiciel, je remplis sous mon propre nom, *Jacquou*, l'une de ces rubriques : « Je suis le solitaire, le veuf, l'inconsolé, le prince d'Aquitaine à la tour abolie... » Comprenez : je voulais intéresser : pâleur romantique, look - jeune homme - pauvre - prématurément vieilli - parce que maudit... ça pouvait marcher. Et ça marcha !



— « Vaut mieux ressembler au prince d'Aquitaine qu'au duc de Bordeaux ! Eva.

— Qui êtes-vous Eva ? Que voulez-vous dire ?

— Qui suis-je ? Ta maîtresse, Jacquou. Dès ce soir si tu le souhaites.

— « Hil de puto », m'étranglais-je, mais que faire pour cela ? Comment être digne...

— En te montrant un esclave

patient et dévoué. Rendez-vous chez moi, ce soir, 21 h30, 32 bis, avenue René Coty ».

Et de s'éva...nouir !

Qu'eussiez-vous fait à ma place ? En prenant l'autocar de dix heures trente je pouvais être à temps à Bergerac pour gagner l'aérodrome à pied. J'avais même le temps, afin d'être plus présentable, de passer chez mon coiffeur pour une coupe avec friction, plus un rasage : « Attention à ne pas me couper : je vais à Paris en avion pour faire connaissance avec ma maîtresse... »

Sur la porte du 32 bis, un mot m'attendait : « Première porte à droite, faire la vaisselle en m'attendant. » Normal, pensais-je : à Paris les femmes sont très libérées - la preuve - et les hommes font la vaisselle.

Il y en avait tout de même beaucoup.

Quand ce fut terminé je remarquais un mot sous la porte, que, bizarrement, je n'avais pas vu en arrivant :

« Pas le temps ce soir. Demain ici, même heure, même motif, même punition. La maîtresse. »

Quand je pense que je n'ai même pas pensé à ramener les petites cuillères !

Jacquou le Mutant

TERMINAL ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Profession
verse la somme de pour six numéros par an

* Individu :
Abonnement à Terminal 170 F
Abonnement de soutien 300 F
Cotisation au CIII 80 F

* Entreprise, centre de documentation 500 F
(Association, comité d'entreprise : 3 exemplaires servis par numéro) 400 F
Cotisation au CIII 200 F

* Commande numéro : « le virus IA » 60 F (franco de port)

TVA : 4% inclus
Chèque à l'ordre du CIII, CCP n° 20 151 45 F Paris

Supplément pour les pays d'Europe 60 F
Supplément autres pays (par avion) 90 F